

## LE PHÉNOMÈNE PREND DE L'AMPLEUR EN ALGÉRIE

## 830 enfants kidnappés en huit années

**Le nombre d'enfants enlevés en Algérie en l'espace de huit années, soit de 2001 à 2009, s'élève à 830, a-t-on appris de source sécuritaire. L'âge des enfants touchés par ce phénomène varie entre 4 et 15 ans.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La célébration, hier, de la Journée mondiale contre l'enlèvement des enfants a de nouveau relancé le débat sur le phénomène du kidnapping des enfants en Algérie.

L'enlèvement en 2008 de Yacine Bouchelouh a alerté les parents à travers tout le territoire national sur ce phénomène. M. Mekki, le directeur exécutif de la Forem, qualifie la situation «de phénomène national, dont les chiffres sont en augmentation d'une année à l'autre».

Le problème de la mutation de la société et la responsabilité des parents sont à l'origine de cette situation qui interpelle la société à tous les niveaux», a ajouté notre interlocuteur.

Le phénomène a commencé à prendre de l'ampleur durant l'année 2000 qui a enregistré 28 enlèvements en un seul mois. Alors que respectivement en 2002 et 2004, 117 et 168 enfants ont été kidnappés, dont 71 filles.

La plupart des cas de disparitions, a ajouté notre source, ont été recensés dans les grandes villes, avec une concentration de victimes dans les villes d'Oran, Alger et Annaba.

Certains attribuent ces disparitions au développement des réseaux criminels spécialisés dans le trafic d'organes. D'autres incombent ce phénomène à des motiva-

tions d'ordre sexuel. Deux hypothèses sont avancées par le directeur exécutif de la Forem, qui a ajouté «qu'un réseau transnational de trafic d'organes d'enfants avait été démantelé il y a quelque temps dans la région de Maghnia à l'ouest du pays, après des actions combinées

entre les forces de sécurité algériennes et marocaines».

«Il y a notamment des cas de pédophilie qui, très souvent, sont à l'origine des enlèvements d'enfants», explique M. Mekki, qui souligne que «le kidnapping des enfants a lieu très souvent à quelques encablures de leur domicile», ce qui accredité, selon lui, l'hypothèse que «les kidnappeurs sont des personnes connues de leurs victimes».

Pour sa part, M<sup>me</sup> Messaoudène, officier

supérieur de la Sûreté nationale, a indiqué que «généralement, les enfants ne sont pas enlevés pour être tués».

Ce sont les circonstances, notamment la pression médiatique, qui poussent les ravisseurs à mettre fin à la vie de leurs otages pour s'en débarrasser. Souvent, le passage à l'acte est commis dans un délai très court».

«Dans nos statistiques», explique-t-elle, «les enlèvements suivis d'agressions sexuelles sont comptabilisés dans la catégorie des vio-

lences sexuelles, du fait que la qualification est plus lourde que le kidnapping» et d'ajouter : «Les filles sont généralement plus vulnérables et plus touchées par les agressions sexuelles, motivations premières des ravisseurs».

Durant la même période, 18 enfants ont été tués à la suite de leur rapt dont 12 garçons et 6 filles». Ceci étant, pour M. Mekki, «le manque de vigilance et la dégradation de la prise en charge de l'enfant sont les deux facteurs qui ont contribué à l'aggrava-

tion de ce phénomène». «Il ne suffit pas d'avoir un code pénal répressif».

Sur cette question, les choses sont claires. La protection de l'enfant ne doit pas être une préoccupation circonstancielle.

Les services de police ne peuvent, à eux seuls, faire face à ce fléau qui doit être pris en charge en amont par la société civile. Il faut que tous les acteurs participent pour éradiquer ce phénomène», a-t-il conclu.

A. B.

## SECTEUR DU TEXTILE

## Vers le déclenchement d'une grève générale

**Les représentants des syndicats des entreprises publiques du textile menacent de recourir à une grève générale pour dénoncer la politique appliquée par la Société de gestion des participations industries manufacturières et le président du groupe Texmaco.**

**Tarek Hafid- Alger (Le Soir)** - La filière du textile risque d'être paralysée par une grève générale si les pouvoirs publics n'interviennent pas pour désamorcer la crise que traversent les entreprises du groupe Texmaco. Dimanche, au terme d'une réunion initiée par la Fédération nationale textiles et cuir de l'UGTA (FNTTC), 80 représentants syndicaux ont décidé de déclencher une grève générale afin d'alerter les autorités politiques et économiques sur la crise qui pèse sur leurs entreprises. Dans une déclaration commune, ils ont accusé la SGP industries manufacturières d'être responsable de cette situation et exigent le départ du président groupe Texmaco.

«Les syndicalistes considèrent qu'il est quasiment impossible de continuer à travailler dans cette atmosphère de démobilité et de suspicion, de règlement de comptes et de mépris envers

les travailleurs et demandent le départ du président du groupe Texmaco dans les plus brefs délais. Le cas échéant, les syndicalistes considèrent cet état de fait comme une énième provocation et chargent la SGP des conséquences du déclenchement de la grève générale du

secteur», précise la déclaration commune. Les représentants des travailleurs dénoncent également le processus de reconfiguration des entreprises de la filière textiles que mènent la SGP et le groupe Texmaco. «Alors qu'il est exigé d'eux des études de marché sérieuses, d'être innovants dans le management et de promouvoir le dialogue et la concertation, ces derniers se confinent dans leurs bureaux pour peaufiner des recettes dont ils sont seuls à détenir le secret et dont les effets sur les entreprises et les travailleurs seront néfastes

(...) Nous appelons au changement de ces comportements et à l'ouverture d'un véritable dialogue serein au sein de la SGP avec le partenaire social et le comité de participation». Rappelons que ce secteur a subi depuis quelques années un véritable bouleversement de son tissu industriel. Le nombre de travailleurs est passé de 55 000 durant les années 1980 à moins de 20 000 actuellement. L'essentiel du plan de charge des entreprises est assuré par les institutions publiques.

T. H.

## AMAR TAKDJOUT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FNTTC/UGTA :

## «Il n'y a aucune vision pour préserver le secteur du textile»

**Le Soir d'Algérie : La filière textile traverse actuellement des turbulences. Quelles sont les raisons de cette nouvelle crise ?**

**Amar Takdjout :** Oui, c'est une crise réelle. Les personnes qui sont à la tête de la SGP et du groupe Texmaco manquent cruellement de vision. Actuellement, ils sont plus préoccupés par le fait de vouloir imposer une nouvelle organisation et régler certains comptes que par la protection des intérêts du secteur. Tout se fait en l'absence du partenaire social. Malheureusement, les responsables qui sont à la tête de ces structures n'ont pas la culture du partenariat. Cette situation met mal à l'aise les tra-

vailleurs. Si les responsables de la SGP et de Texmaco continuent dans cette politique du pourrissement, les travailleurs iront fatalement vers la grève.

**Donc cette crise est essentielle- ment due à l'absence de vision de la part des pouvoirs publics ?**

Je dirais plutôt qu'elle est due au manque de vision de la part des personnes nommées par les pouvoirs publics pour manager le secteur. Elles n'ont pas la capacité nécessaire pour innover et trouver des solutions pour sauver cette filière. Aujourd'hui, le groupe Texmaco est sclérosé, il subit une stagnation totale. L'essentiel du

plan de charge des entreprises qui sont sous sa coupe provient des institutions de l'Etat. Mais si rien n'est fait en matière de développement, elles ne pourront même pas faire face à ce marché.

**Vous estimez que le secteur du textile a encore des capacités pour se développer ?**

Bien entendu. Il faut juste trouver des mécanismes pour permettre aux entreprises de se développer et de récupérer de nouvelles parts de marché. Le secteur du textile peut créer des emplois et de la richesse. C'est juste une question de volonté.

T. H.

## MALADIES À TRANSMISSION HYDRIQUE

## Les wilayas à risque sous surveillance

**En dépit du recul ces trois dernières années de l'incidence des maladies à transmission hydrique (MTH), les wilayas d'El-Oued et de Djelfa détiennent le triste record du plus grand nombre de cas de MTH sur le territoire national et représentent des régions à haut risque de contamination.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Une importante recrudescence de la fièvre typhoïde, une maladie à transmission hydrique, a été observée depuis les années 1980, période durant laquelle le nombre de cas déclarés officiellement a atteint les 3 696 en 1984, 4 631 en 1990 et 4 778 en 1994.

L'année dernière, 639 cas de fièvre typhoïde ont été enregistrés dans les wilayas de Djelfa et d'El-Oued. La morbidité pour 100 000 habitants qui était de 17,09% en 1994, est passée à 14,08 en 1997 et à 1,82% en 2008. Toutefois, explique le docteur Mohamed Ouahdi, directeur de la prévention au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, les cas de fièvre typhoïde sont en net recul au cours de ces dernières années, et ce, en raison notamment des travaux réalisés par les sociétés des eaux et d'assainissement installées dans les grands centres urbains du pays.

Des entreprises telles que la Seaal pour Alger, la Seor à Oran et Seaco à Constantine, ont, selon les explications fournies par ce responsable, contribué à l'amélioration de la gestion des réseaux d'assainissement et de la distribution de l'eau potable. Il s'agit de ce fait d'une amélioration des raccordements d'eau potable qui ont réduit les cas dangereux cross-connexion.

Le passage à des plages horaires plus larges dans la distribution de l'eau a aussi permis d'éviter l'utilisation du «citernage» qui était pratiqué dans des conditions ne répondant pas aux normes d'hygiène.

Selon les chiffres avancés par le ministère des Ressources en eau, 93 % des ménages sont raccordés au réseau d'eau potable et 86 % au réseau d'assainissement.

Toutefois, selon le directeur de la prévention, la prolifération de l'habitat précaire, notamment autour des grandes villes, risque de mettre en dan-

ger l'avancée observée pour ce qui est de la prise en charge des réseaux d'assainissement et d'eau potable.

Ces constructions anarchiques à risque génèrent, en effet, des branchements clandestins qui ne répondent pas aux normes et aggravent le risque de prolifération des MTH. Pour ce qui est du recours aux citernes dans les villes du Sud notamment, il a été réglementé par un texte du ministère des Ressources en eau.

Les utilisateurs de ce moyen de transport du précieux liquide ont ainsi jusqu'au mois de juillet prochain pour se conformer à la réglementation et assurer le transport de l'eau, selon les normes dictées par les services sanitaires.

De ce fait des wilayas comme Djelfa, El-Oued et Tiaret, Batna, Oum-El-Bouaghi et Tlemcen enregistrent un nombre important de contamination par voie hydrique.

Ces régions, jugées particulièrement vulnérables et à risque, sont sous la surveillance des services sanitaires, selon le Dr Ouahdi. Pour ce qui est du choléra, explique le directeur de la prévention, aucun cas n'a été enregistré depuis ces treize dernières années.

F.-Z. B.

## RÉALISATION DE LA ROCADE FERROVIAIRE

## DES HAUTS-PLATEAUX (443 KM)

## Algériens, Européens et Asiatiques en lice

Les séances d'ouverture des plis pour la réalisation de la partie restante de la rocade ferroviaire des Hauts-Plateaux entre Saïda et M'sila, sur 443 km, ont pris fin hier avec l'ouverture des plis pour la réalisation de la section Relizane-Tiaret-Tissemsilt sur une longueur de 185 km en voie unique pouvant supporter des vitesses de 160 km/h, voire 220 km/h. Les plis relatifs aux autres sections, Saïda-Tiaret (153 km), Tissemsilt-Boughezoul (139 km) et Boughezoul-M'sila (151 km), ont été ouverts hier et dimanche au siège de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) à Rouiba.

Plusieurs entreprises nationales et étrangères ont soumissionné pour ces projets de plusieurs dizaines de milliards de dinars. Algériens, Chinois, Portugais, Espagnols, Indiens, Turcs et Italiens ont présenté des offres techniques et financières pour la réalisation de cette voie ferrée.

On citera, à titre d'exemple, Infrafer (Algérie), Texeira Duarete (Portugal), OHL (Espagne), Astaldi (Italie) et CCECC (Chine). Avant l'attribution du marché, les offres retenues seront étudiées par une commission d'évaluation mise en place à cet effet.

La rocade ferroviaire des Hauts-Plateaux s'étend sur 873 km entre les wilayas de Saïda à l'Ouest à Tébessa à l'extrême Est. La partie entre Tébessa et M'sila a été achevée de même que la ligne ferroviaire reliant Saïda à Moulay Slissen.

Selon Amar Tou, ministre des Transports, les travaux de la partie restante de la rocade ferroviaire des Hauts-Plateaux seront lancés «avant la fin de l'année» en cours.

Le ministre a également indiqué que le programme national de réhabilitation et de développement du chemin de fer concerne 10 000 km de voies ferrées dont 4 000 km existants qui sont en cours de réhabilitation et 6 000 autres qui seront réalisés à l'horizon 2014.

Des investissements colossaux estimés à pas moins de 56 milliards de dollars destinés surtout à assurer un maillage ferroviaire dans les régions enclavées.

Lotfi Mérad